



Autolib' Métropole

2 rue Jean Lantier

75001 Paris

Tél : 01 80 18 92 00

www.autolibmetropole.fr

PROCÈS-VERBAL

Séance du Comité syndical du 15 mars 2016

Le 15 mars 2016, à 9 heures 30, le Comité syndical, dûment convoqué le 2 mars 2016, s'est réuni, en séance publique à l'Hôtel de Ville de Paris, 5 rue Lobau 75004 Paris, sous la présidence de Mme Marie-Pierre de la Gontrie.

Nombre de délégués en exercice :

95

Nombre de délégués présents ou représentés :

58 dont 14 pouvoirs

Étaient présents :

Titulaires :

M. Olivier NADIRAS (Arcueil), M. Thierry Michel ISOARD (Asnières-sur-Seine), M. Arnaud GIBERT (Bezons), M. Henri VINCENT (Bois-Colombes), M. Georges DUTRUC-ROSSET (Buc), M. Jean-Paul MARTINERIE (Chatenay-Malabry), M. Jackie BOULAY (Châtillon), M. Jean-Luc MILLARD (Drancy), M. Frédéric NICOLAS (Dugny), M. Xavier CARON (Enghien-les-Bains), M. Christophe BERNIER (Gennevilliers), Mme Geneviève GAILLABAUD (La Garenne-Colombes), M. Philippe BRILLAUD (Le Chesnay), M. Christophe PAQUIS (Les Lilas), Mme Sophie DESCHIENS (Levallois-Perret), Mme Marie-France PARRAIN (Maisons-Alfort), Mme Catherine PILON (Montreuil), M. Pascal BUTIN (Neuilly-Plaisance), Mme Marie-Pierre de La Gontrie (Paris), M. Yann WEHRLING (Région Ile-de-France), M. Eric SCHINDLER (Neuilly-sur-Seine), M. Jean-Jacques PASTERNAK (Nogent-sur-Marne), M. Richard TESTA (Noisy-le-Grand), M. Bernard GIRAULT (Noisy-le-Sec), Mme Marie-Michelle PHOJO (Romainville), M. Jean-Paul FAUCONNET (Rosny-sous-Bois), M. Patrick LEROY (Rungis), M. Abdel Ilah AZMI (Saint-Cloud), M. Jean-Paul MORDEFROID (Verrières-le-Buisson), M. Patrice PATTÉE (Sceaux), M. Mahrouf BOUNEGTA (Villejuif), M. Christophe BOISSIERE (Vincennes), M. Roland de HEAULME (Viroflay).

EPT Grand Paris Seine Ouest : M. Hervé LIEVRE, M. Gauthier MOUGIN, M. Bernard ROCHE.

EPT Paris Ouest La Défense : M. Jean-Louis TESTUD

EPT Vallée Sud Grand Paris : M. Rodéric AARSSE

EPT Paris Est Marne et Bois : M. Pascal TURANO

Suppléant(e)s avec voix délibératives :

M. Mathieu TELLIER (Aulnay-sous-Bois), M. Vincent MEZURE (Bougival), M. Gilles LANCEL (Cachan), M. Marcel POUJADE (Courbevoie), Mme Anne-Laure LEBRETON (Puteaux), Mme Florence de PAMPELONE (EPT Grand Paris Seine Ouest).

Suppléant(e)s sans voix délibératives :

Mme Yveline JEN (Noisy-le-Sec), M. Timothé LEFEBVRE (Sceaux).

Excusés ayant donné pouvoir :

M. Christophe NAJDOVSKI (Paris) à Mme de La GONTRIE, Mme Perrine PRECETTI (Antony) à M. Martinerie, M. Philippe PIERRE (Argenteuil) à Mme DESCHIENS, M. Yves FUCHS (Champigny-sur-Marne) à M. GIBERT, M. Hervé HEMONET (Colombes) à Mme GAILLABAUD, M. Boutaëb KADDANI (Joinville-Le-Pont) à M. BOISSIÈRE, Mme Isabelle DEBRÉ (Département des Hauts-de-Seine) à Mme LEBRETON, Mme PILON (Montreuil) à M. BERNIER, Mme Christine BRUNEAU (EPT Grand Paris Seine Ouest) à M. MOUGIN, M. Alain BORTOLAMEOLLI (Villeneuve-la-Garenne) à M. ISOARD, M. Bruno HELIN (EPT 11) à M. LANCEL, M. Alain GUETROT (Paris Est Marne Et Bois) à M. TURANO, M. Jean-Claude LE ROUX (Yerres) à M. MILLARD, M. Alain SCHUMACHER (Grand Paris Grand Est) à M. TELLIER.

Etaient excusés : Mme DAUVERGNE (Arcueil), M. HAKEM (Bagnolet), M. BEROCHÉ (Bièvres), M. LEUCI (Bobigny), M. BESNARD (Cachan), M. BODO (Châtillon), Mme MOUTONGO-BLACK et M. PERON (Clichy-la-Garenne), MM. Yoann RISPAL et Lionel BERTRAND (Fontenay-sous-Bois), M. GALIOTTO (Le Blanc-Mesnil), M. BERRIOS (Saint-Maur-des-Fossés), M. BROS (Sogaris), Mme BLOCH (Vaucresson), M. Pascal THEVENOT (Vélizy-Villacoublay), MM. Jean-Marc SZMARAGD et HAAS (EPT Grand Paris Seine Ouest), M. Hervé FLEURY (Versailles).

Assistaient également à la séance : Mmes Véronique HACHÉ, directrice d'Autolib' Métropole, Aurore KING, assistante de direction, Fabienne PUIG, Responsable de la coordination administrative et technique, MM. Sédik CHEKIR, responsable des Finances, Matthieu FIERLING chef de projet service et innovation et Jérémie SWIDEREK responsable du déploiement. Mme Danièle Ehrmann, PDG du « cabinet Stratégie et gestion publique ».

Ordre du jour :

- 1 - Approbation du procès-verbal de la séance du 11 février 2016
- 2 - Délibérations :
 - Approbation du compte de gestion 2015
 - Approbation du compte administratif 2015
 - Affectation du résultat 2015
 - Approbation du Budget primitif 2016
 - Adhésions de nouvelle(s) collectivité(s) ou EPT sous réserve des délibérations
 - Convention relative à la transmission électronique des actes administratifs et budgétaires au représentant de l'État
 - Convention de coopération entre le Syndicat Autolib' et le Syndicat d'Études Vélib'
- 3 - Points divers

La présidente a ouvert la séance à 9 heures 30 et a constaté que la condition de quorum était remplie.

Mme Florence de PAMELONE est désignée secrétaire de séance.

1 - Approbation du procès-verbal de la séance du 11 février 2016

La présidente demande à l'assemblée, s'il y a des remarques à formuler concernant le procès-verbal de la séance du 11 février 2016.

Mme LEBRETON (Puteaux) précise qu'elle intervient au nom de Mme Debré, déléguée titulaire du département des Hauts de Seine, et indique que M. BERGER, suppléant du département des Hauts de Seine, était présent à ce Comité et qu'il n'est pas nommé.

La présidente répond que M. BERGER est bien nommé dans les suppléants avec voix délibératives et que ses interventions figurent bien au procès-verbal pages 6 et 8.

Le procès-verbal du Comité syndical du 11 février 2016 est adopté à l'unanimité.

La présidente rappelle ensuite les points inscrits à l'ordre du jour et indique que la délibération concernant la modification du tableau des emplois permanents a été retirée.

Elle informe les membres que le Comité de suivi comprenant les membres du bureau du Syndicat et les membres de la société Autolib' s'est réuni le 9 mars et elle leur fait part des points abordés notamment sur :

- L'augmentation tarifaire faite en février, en indiquant que peu d'utilisateurs se sont manifestés à ce sujet.
- La mise en œuvre, en juin, de l'offre Autolib' sur le pass' Navigo qui devrait permettre une augmentation du nombre d'utilisateurs.
- L'instauration de l'offre Prêt à rouler qui simplifie la grille tarifaire Autolib' et permet d'apporter une réponse plus adaptée aux besoins des usagers ponctuels.
- La disponibilité des véhicules puisqu'une amélioration est attendue grâce à la diminution du nombre de bornes rouges.
- La mutualisation des coûts d'exploitation grâce à la mise en commun des ressources comme le call center et le développement informatique des logiciels de réservation avec les nouveaux services d'autopartage du groupe Bolloré (Indianapolis, Londres, Turin, Singapour, etc.).

Elle conclut en disant qu'elle a demandé que M. Alix (Sté Autolib') soit présent lors du prochain Comité afin de détailler ces points.

2 - Délibérations

2.1 Approbation du compte de gestion 2015 (délibération 2016 06)

La présidente rappelle que le compte de gestion constitue la reddition des comptes du comptable à l'ordonnateur et qu'il doit être approuvé préalablement au compte administratif. La présidente, après s'être assurée que d'une part, le comptable public a repris dans ses écritures le montant de chacun des soldes figurant au bilan de l'exercice 2015, celui des titres de recettes émis et celui de tous les mandats de paiement ordonnancés et que d'autre part, il a procédé à toutes les opérations d'ordre qui lui ont été prescrites de passer dans ses écritures, certifie que le présent compte de gestion concorde avec le compte administratif du Syndicat mixte Autolib' Métropole.

La présidente déclare que le compte de gestion dressé pour l'exercice 2015 par le comptable, visé et certifié n'appelle ni observation, ni réserve de sa part.

Elle donne la parole à Mme Danièle Ehrmann pour présenter les éléments budgétaires qui, dit-elle, ont été consolidés par rapport à la présentation faite lors du débat d'orientations budgétaires.

Mme Ehrmann rappelle certains éléments qui avaient été abordés lors du débat d'orientations budgétaires, notamment sur le modèle économique particulier du Syndicat, et elle commente ensuite point par point la présentation PowerPoint diffusée sur écran.

La présidente avant de donner la parole aux membres, souhaite rappeler que l'essentiel des éléments qui viennent d'être commentés leur avaient été communiqués lors du débat d'orientations budgétaires, à l'exception du montant des excédants cumulés qui, par consolidation est moins important que celui qui leur avait été indiqué comme une perspective lors du précédent Comité. Elle explique également qu'il y a deux sujets, l'un concerne les comptes de la DSP et l'autre concerne les comptes du Syndicat. Elle rappelle que la DSP arrivera à son terme en 2023 et que le plan d'affaire initial prévoyait un partage de résultats dès 2018. Cependant, dit-elle, ce partage de résultats, au fil de l'exercice, a montré que ses perspectives diminuaient et qu'aujourd'hui, il était négatif. Elle ajoute que, dans l'équilibre de cette DSP, la perspective, à son terme, serait un déficit de 42 millions d'euros. Elle rappelle aux membres que jusqu'à 60 millions de déficit, c'est le délégataire qui en assume le risque.

Elle fait part ensuite des discussions extrêmement exigeantes qui ont été engagées avec le délégataire concernant les points sur lesquels des charges imputées à la DSP ou des recettes absentes pouvaient dégrader l'intégralité du résultat. Elle précise ce qui a été obtenu et cite : revoir les amortissements à la baisse, exclure certaines charges qui étaient des charges de fonctionnement de la structure (assurance, licenciements etc.) et qui n'avaient pas à peser sur la DSP et enfin, percevoir ce qui a été qualifié de subventions commerciales, c'est à dire le retour sur investissement par rapport à la mutualisation des outils informatiques développés (10 M€ sur 2014-2015 et, en prévision, entre 7 M€ ou 4 M€ en 2016).

La présidente informe les membres que le délégataire a dit avoir opéré une recapitalisation de la société Autolib' pour plus de 200 M€. Elle précise que les discussions se poursuivent et qu'elle souhaite travailler en transparence et informer en continu les membres du Comité et du bureau.

Elle indique également que la DSP étant de courte durée, il est constaté, avec le recul, que le service a démarré plus lentement que ce qui avait été imaginé dans le premier scénario qui, dit-elle, s'est avéré très optimiste et que ces années ne pourront pas être rattrapées. C'est pourquoi, dit-elle, c'est une vision sur le plus long terme qu'il va falloir élaborer ensemble. Elle rappelle ensuite que les stations étant des biens de retour, il faudra repenser la DSP en 2023. Elle ajoute que comme Paris et d'autres communes développent des réseaux de recharge qui ne seront pas liés à Autolib', il faudra réfléchir ensemble sur la configuration d'un service de déplacement par voiture électrique et ou en autopartage.

Elle conclut en rappelant qu'un audit des comptes en continu est réalisé par Mme Ehrmann, qu'il y a une véritable expertise et que depuis le 11 février dernier, les « restes à réaliser » ont été consolidés, ce qui explique qu'en 2020, le déficit est moins important que prévu.

Elle donne ensuite la parole aux membres.

M. Patrice PATTÉE (Sceaux) remercie la présidente pour toutes ces explications et revient sur la projection réalisée sur 2020. Il demande s'il ne serait pas possible de faire l'exercice jusqu'en 2023 afin, dit-il, de voir ce qu'il se passera au terme de la DSP.

La présidente répond que la projection jusqu'en 2023 pourra être présentée lors du prochain Comité mais elle souhaite avant tout s'assurer, compte tenu des restes à réaliser, que tout soit consolidé au mieux.

M. Abdel Ilah AZMI (Saint-Cloud) indique avoir compris que, le plan d'affaire actualisé ne donnera pas de partage et que les reversements du délégataire seront nuls. Il ajoute que lors de la présentation du bilan 2014, il a rappelé à M. Bolloré que ses comptes avaient enregistré un impôt sur les bénéfices et que selon des règles comptables normales, le résultat aurait du être positif. Donc, dit-il, la notion d'amortissement dérogatoire a été enregistrée. Il termine en indiquant qu'il faudra absolument approfondir le mode de comptabilisation pour voir si nous sommes dans les normes généralement admises.

La présidente répond qu'il est assez rare que dans une DSP, il y ait des bénéfices et que le principe de la DSP est qu'il y ait une prise de risque du délégataire. Elle donne ensuite la parole à Mme Ehrmann pour la réponse plus technique.

Mme Ehrmann indique que sur le schéma classique de ce type de DSP qui est une concession, avec au départ, un investissement très lourd du délégataire, il était normal que le premier partage de bénéfices n'intervenait qu'en 2018, parce que les premières années, la société Autolib' a contribué pour faire ces stations. C'est pourquoi, dit-elle, le partage des bénéfices intervenait dès lors, non pas qu'il ait un exercice bénéficiaire mais qu'il rattrape les déficits des premières années et qu'il arrive à zéro en terme de résultats cumulés, lui aussi depuis le début. Ensuite, le partage des bénéfices se faisait dès lors qu'il sortait de la période déficitaire en cumulé. Donc, conclut-elle, si une année, il a enregistré un impôt sur les bénéfices, ce qui reste à vérifier, ce n'est pas pour autant qu'il a rattrapé les déficits qu'il a enregistrés les premières années.

M. Abdel Ilah AZMI (Saint-Cloud) dit ne pas être d'accord avec cette interprétation dans la mesure où les déficits fiscaux enregistrés sont reportables d'une année sur l'autre et, lorsqu'il y a un impôt sur les bénéfices, c'est que tous les déficits antérieurs ont été éclusés.

M. Jackie BOULAY (Châtillon) indique ne pas comprendre cet impôt sur les bénéfices dans la mesure où il a été dit que la société Bolloré avait opéré une recapitalisation de 200M€ et que si on recapitalise, c'est qu'on est en déficit.

Mme Ehrmann pense que dans les comptes du délégataire qui lui ont été demandés, mais dit-elle, sous réserve d'analyse, elle est sûre qu'il n'a pas payé d'impôt sur les sociétés au titre de ses bénéfices. Elle ajoute que s'il y a une ligne d'impôt sur les bénéfices, elle suppose que c'est la réintégration des amortissements qu'on lui a rejeté et qu'il a du valoriser sa perte d'avantage fiscal liée à cet amortissement dégressif en l'indiquant sous la ligne impôt sur les bénéfices. Elle termine en disant qu'elle va le vérifier et, qu'à ce jour, il est certain que ses résultats cumulés sont bien déficitaires.

M. Jackie BOULAY (Châtillon) demande à la présidente si lors des échanges avec les membres de la société Autolib', il a été évoqué la manière dont ils envisageaient la fin de la DSP en 2023. Parce que, dit-il, je pense qu'ils ont déjà des idées sur la question.

La présidente indique ne pas être certaine que quelqu'un puisse répondre sur le scénario post 2023 y compris la Sté Autolib'. Elle suggère que cette question soit posée, lors du prochain Comité, à M. Alix (Sté Autolib').

M. Vincent MEZURE (Bougival) souhaite connaître le chiffre d'affaire de cette délégation et ce que cela représente par an.

La présidente répond que le chiffre d'affaire 2014 était de 30,2 M€ pour 5 M€ de locations par an, chiffres, rappelle-t-elle, qui se trouvent dans le rapport du délégataire 2014 et également sur l'espace membre des délégués.

M. Thierry Michel ISOARD (Asnières-sur-Seine) estime que Paris est une vitrine qui sert au groupe Bolloré, à faire du business relativement facilement. Il indique, Indianapolis démarre le 3 septembre, Londres est en cours de démarrage et Singapour et Los Angeles également.

M. ISOARD ajoute qu'en quelque sorte sur la base de Paris qui a une forte visibilité, ils sont capables de faire ce que l'on appelle du new business (prospection facile). Donc, dit-il, Paris et le Syndicat Autolib' Métropole sont très importants pour eux.

La présidente fait part aux membres qu'en Comité de suivi, la société Autolib' a indiqué, qu'il n'y avait jamais eu autant de visites à Vaucresson, donc, dit-elle, le terme de vitrine est juste.

M. Olivier NADIRAS (Arcueil) dit ne pas être un spécialiste des chiffres mais il se souvient d'une discussion en Comité où il avait été question de s'intéresser à la refacturation interne du groupe Bolloré. Il souhaitait savoir si ce point avait avancé dans la mesure où, dans ces refacturations en internes, il y a parfois des choses qui peuvent être surprenantes. Il ajoute que si le groupe Bolloré développe son business dans d'autres villes, il serait intéressant de connaître les conditions dans lesquelles les nouveaux contrats sont établis pour pouvoir les comparer avec celui du Syndicat.

La présidente rappelle les propos qu'elle a tenu précédemment à ce sujet. Elle indique que dans le travail d'analyse qui a été fait sur les comptes de la délégation avec la société Autolib', plusieurs sujets ont été pointés pour obtenir plus d'éléments, afin d'éviter des malentendus éventuels et aussi, pour obtenir leur réduction ou leur gain lorsque c'était possible. Elle ajoute que c'est ce travail minutieux qui a permis d'établir notamment que les frais de licenciements de la Sté Autolib' étaient des frais de « holding » et qu'ils n'avaient pas à être imputés à la DSP. Concernant les gains pouvant bénéficier au Syndicat Autolib', elle indique que c'est la valorisation du savoir faire précédent.

Sur la question des contrats passés avec les autres villes, la présidente indique qu'elle n'a pas le pouvoir de les demander. Toutefois, elle pense qu'ils sont moins intéressants. Elle précise que, les membres de la société Autolib' disent que le Syndicat coûte de l'argent et que la société a pris un risque important.

M. Olivier NADIRAS (Arcueil) souhaite connaître la somme que l'analyse des comptes a permis de relever.

La présidente répond que la somme avoisine les 20 ou 30 millions d'euros.

M. Bernard ROCHE (EPT Grand Paris Seine Ouest) indique qu'il ne partage pas l'optimisme quant au déficit de 42 millions qui est loin des 60. Nous sommes, dit-il, plutôt vers une descente lente mais une descente. Il souhaite savoir ce qu'il se passera lorsque le déficit, assumé par le délégataire à hauteur de 60 millions d'euros, dépassera ce montant et qui paiera.

La présidente répond qu'elle n'a pas fait preuve d'optimisme et qu'elle est d'accord sur la dégradation d'année en année. Elle indique, qu'elle rappelait uniquement, et à titre de donnée, que jusqu'à 60 millions d'euros le délégataire en assumait le risque.

Elle ajoute que les discussions avec l'équipe de la Sté Autolib' portent également sur la modification ou non du plan d'affaire et notamment sur le fait que ces 60 millions puissent passer à 80 et, qu'en parallèle, nous avons aussi l'augmentation des recettes évoquées précédemment.

Elle indique que c'est en permanence que des solutions sont recherchées pour améliorer le service et réitère que, ce qui rapporte, ce n'est pas tant les abonnements mais la location des voitures. Elle ajoute que toutes les pistes sont examinées afin que les voitures puissent être utilisées le plus possible et cite (pass Navigo pour la simplicité d'accès, modification du forfait avec l'offre prêt à rouler, les bornes rouges etc.) d'où, dit-elle, l'importance de l'amélioration de la régulation. Elle précise également que des solutions sont recherchées afin que tous les usagers puissent à la fois trouver une voiture et une place, et que ce travail est mené soit en Comité de suivi, soit directement avec l'équipe de la société Autolib' et l'équipe du Syndicat.

La présidente indique, que c'est dans ce mouvement qu'il y a eu l'extension du périmètre et qu'aujourd'hui, la question se pose de savoir si cette extension par nature est pertinente. Elle informe les membres que cette question sera à l'ordre du jour du prochain bureau et aura pour objectifs, d'identifier les stations qui fonctionnent ou pas et quelles en sont les raisons ; de pouvoir comparer le fonctionnement des stations entre communes limitrophes. La présidente dit militer pour qu'il y ait des bassins d'usage. Paris, a un flux extrêmement dynamique dans les deux sens, pour autant, dit-elle, ne peut-on pas considérer qu'il y ait des bassins d'usage de véhicules qui ne viennent jamais à Paris mais, pour que les stations fonctionnent et pour que les habitants en profitent, il faut qu'il y ait un certain nombre de communes. Ce sont toutes ces questions qui doivent être examinées et ; pour améliorer le service, il est nécessaire de mener un travail permanent avec la société Autolib'. Elle détaille ensuite plusieurs actions menées et notamment la propreté des véhicules qu'elle estimait être l'attrait du produit en indiquant que le critère propreté a été amélioré ; la peinture des véhicules pour améliorer l'apparence extérieure en s'assurant que le coût ne pèse pas sur le Syndicat. C'est pourquoi, dit-elle, lorsque la Sté Bolloré parle de publicité, c'est un sujet qu'elle ne rejette pas mais pour lequel il faut être attentif à ce que cela ne soit pas gênant, y compris dans le concept, pas invasif, et que la recette soit conséquente. Elle conclut en disant qu'elle voulait que les membres connaissent son état d'esprit, sa transparence et que concernant le déficit, elle est bien consciente de la situation mais qu'il n'est pas envisagé que les communes soient sollicitées pour le combler.

M. Roland de HEAULME (Viroflay) indique à la présidente qu'elle vient de répondre indirectement à l'une de ces questions qui concernait la différence entre la participation aux résultats et la participation aux bénéfices et qu'il y a une frange de 60 millions. Il fait part ensuite de sa légère inquiétude. Si, dit-il, l'entreprise Bolloré continue à perdre de l'argent, ce n'est pas dans sa nature donc, si elle accepte d'en perdre à Paris et on l'a évoqué, c'est peut-être en raison de la vitrine et qu'au niveau mondial elle peut se moquer complètement de perdre de l'argent à Paris mais ce qu'il ne faudrait pas que ce soient les communes qui paient sa valorisation commerciale à l'étranger.

La présidente répond comme précédemment qu'elle pense que les contrats passés avec les autres villes sont plus intéressants qu'avec Paris. Elle indique que le groupe Bolloré a investi 2 milliards sur la question des batteries, que la vitrine est importante et lorsqu'au début de cette aventure, il a décidé de pouvoir perdre 60 millions d'euros, c'était avant qu'il ne sache qu'il allait vendre le procédé dans les autres pays et villes et c'est cela qui va permettre de pouvoir discuter avec lui sur une augmentation de ce risque commercial. Elle conclut sur le fait que le Syndicat restera propriétaire des infrastructures contrairement à Vélib'.

*Le Comité syndical, après en avoir délibéré, à l'unanimité, **STATUE** sur l'ensemble des opérations effectuées du 1^{er} janvier au 31 décembre 2015 du compte de gestion joint en annexe ; **DECLARE** que le compte de gestion dressé par le comptable pour l'exercice 2015 n'appelle ni observation, ni réserve de sa part ; **ADOpte** le compte de gestion de l'exercice 2015 dressé par le Directeur Régional des Finances publiques d'Ile de France et du Département de Paris.*

2-2 Approbation du Compte administratif 2015 (délibération 2016 07)

La présidente rappelle que conformément à la réglementation en vigueur, l'ordonnateur est tenu de rendre compte des opérations budgétaires qu'il a exécutées. Le compte administratif est le document qui retrace les réalisations effectives, en dépenses (mandats) et en recettes (titres). Il présente les résultats comptables de l'exercice 2015 de l'ordonnateur et doit être approuvé par l'assemblée délibérante.

Elle indique que tous ces éléments ont été présentés en Comité et en bureau. Elle donne ensuite la parole à Mme HACHÉ, directrice, pour faire une présentation des délibérations budgétaires.

Mme HACHÉ (Directrice du Syndicat) demande en premier lieu, de projeter sur écran la carte avec les 200 stations réalisées et fait un point sur les infrastructures déployées en 2015.

Concernant le compte administratif, Mme HACHÉ commente le Powerpoint diffusé sur écran, relatif aux écritures pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2015, de la manière suivante :

| | | | DEPENSES | | RECETTES |
|--|---|---|----------------------------------|---|----------------------------------|
| REALISATIONS DEL'EXERCICE (mandats et titres) | Section de fonctionnement | A | 7 062 545,99 | G | 7 814 779,77 |
| | Section d'investissement | B | 10 582 623,82 | H | 8 777 972,72 |
| REPORTS DEL'EXERCICE N-1 | Report en section de fonctionnement (002) | C | | I | 3 907 372,01 |
| | Report en section d'investissement (001) | D | | J | 8 360 138,76 |
| | TOTAL (réalisations + reports) | | 17 645 169,81 =A+B+C+D | | 28 860 263,26 =G+H+I+J |

| | | | | | |
|--|--|---|--------------------------------------|---|--------------------------------------|
| RESTES A REALISER A REPORTER EN N+1 | Section de fonctionnement | E | | K | |
| | Section d'investissement | F | 4 020 000,00 | L | |
| | TOTAL des restes à réaliser à reporter en N+1 | | 4 020 000,00 =E+F | | =K+L |
| RESULTAT CUMULE | Section de fonctionnement | | 7 062 545,99 =A+C+E | | 11 722 151,78 =G+I+K |
| | Section d'investissement | | 14 602 623,82 =B+D+F | | 17 138 111,48 =H+J+L |
| | TOTAL CUMULE | | 21 665 169,81 =A+B+C+D+E+F | | 28 860 263,26 =G+H+I+J+K+L |

Mme Marie-Pierre de La Gontrie, présidente, s'est retirée pour laisser la présidence à M. Thierry Michel ISOARD pour le vote du compte administratif.

*Le Comité syndical, après en avoir délibéré, **DONNE ACTE**, à l'unanimité*, des opérations effectuées par l'ordonnateur au cours de l'exercice 2015 présentées dans le compte administratif joint en annexe. Ci-dessous la synthèse par section :

Section Fonctionnement en euros :

- Recettes : 7 814 779,77 euros
- Dépenses : 7 062 545,99 euros

Soit un excédent de fonctionnement de l'exercice 2015 : + 752 233,78 euros

Soit un résultat cumulé de fonctionnement de 4 659 605,79 euros, dont 3 907 372,01 euros de report d'excédent de l'exercice 2014 et 752 233,78 euros d'excédent de l'exercice 2015.

Section Investissement en euros :

- Recettes : 8 777 972,72 euros
- Dépenses : 10 582 623,82 euros

Soit un déficit d'investissement de l'exercice 2015 : - 1 804 651,10 euros

Soit un résultat cumulé d'investissement de 6 555 487,66 euros, dont 8 360 138,76 euros de report d'excédent de l'exercice 2014 et 1 804 651,10 euros de déficit de l'exercice 2015.

Section Investissement en euros :

- Recettes : 8 777 972,72 euros
- Dépenses : 10 582 623,82 euros

Soit un déficit d'investissement de l'exercice 2015 : - 1 804 651,10 euros

Soit un résultat cumulé d'investissement de 6 555 487,66 euros, dont 8 360 138,76 euros de report d'excédent de l'exercice 2014 et 1 804 651,10 euros de déficit de l'exercice 2015.

Soit un EXCEDENT global de clôture 2015 : + 11 215 093,45 euros

APPROUVE le compte administratif de l'exercice 2015 dont les résultats sont présentés par chapitre dans l'annexe jointe.

2.3 Affectation du résultat 2015 (délibération 2016 08)

La présidente donne la parole à Mme HACHÉ.

Mme HACHÉ (Directrice du Syndicat) commente point par point le diaporama diffusé sur écran et indique que le compte administratif 2015 d'Autolib' Métropole fait apparaître pour la section de Fonctionnement et la section d'Investissement les résultats suivants :

Section de Fonctionnement en euros :

Recettes : 7 814 779,77 euros
Dépenses : 7 062 545,99 euros

Soit un excédent de fonctionnement de l'exercice 2015 : + 752 233,78 euros

Soit un report global d'excédent de fonctionnement de 4 659 605,79 euros, dont 3 907 372,01 euros de report d'excédent de l'exercice 2014 et 752 233,78 euros d'excédent de l'exercice 2015.

Section d'Investissement en euros :

Recettes : 8 777 972,72 euros
Dépenses : 10 582 623,82 euros

Soit un déficit d'investissement de l'exercice 2015 : - 1 804 651,10 euros

Soit un report global d'excédent d'investissement de 6 555 487,66 euros dont 8 360 138,76 euros de report d'excédent de l'exercice 2014 et 1 804 651,10 euros de déficit de l'exercice 2015.

Soit un EXCEDENT global de clôture 2015 : + 11 215 093,45 euros

La présidente demande, après l'exposé, si les membres ont des observations à formuler. Aucune observation n'étant formulée, elle demande aux membres de passer au vote.

*Le Comité syndical, après en avoir délibéré, **DÉCIDE**, à l'unanimité, **d'affecter** l'excédent de fonctionnement de l'exercice 2015 de **4 659 605,79 euros** au budget primitif de l'exercice 2016, en totalité à la section de fonctionnement-recettes (compte 002 solde d'excédent reporté) ; **d'affecter** l'excédent d'investissement de l'exercice 2015 de **6 555 487,66 euros** au budget primitif de l'exercice 2016, en totalité à la section d'investissement-recettes (compte 001 solde d'excédent reporté).*

2-4 Approbation du Budget primitif 2016 (délibération 2016 09)

La présidente rappelle que le budget primitif prévoit et autorise les recettes et les dépenses d'Autolib' Métropole. Ce budget 2016 est le septième budget sur un exercice complet, il recouvre les recettes et les dépenses des sections de fonctionnement et d'investissement.

En volume, il est essentiellement composé de flux financiers transitant par le Syndicat, à savoir les redevances d'occupation des stations, perçues auprès de la Société Autolib' et reversées aux collectivités, et des subventions d'investissement pour la réalisation des stations, perçues auprès des collectivités et reversées à la Société Autolib'.

La présidente donne la parole à Mme HACHÉ.

Mme HACHÉ (Directrice du Syndicat) commente point par point le diaporama diffusé sur écran de la manière suivante :

- Les Recettes de fonctionnement représentent 12 672 049 € et comprennent :

- Les Recettes réelles de fonctionnement (5 148 056 €) :

Perception auprès de la Société Autolib' des redevances d'occupation des stations : 3 994 754 € (78 % des recettes réelles)

La Société Autolib' verse à Autolib' Métropole une redevance au titre de l'occupation du domaine public par les stations Autolib'. Une partie est reversée aux collectivités pour les stations qu'elles ont financées, le reste est conservé par le syndicat pour les stations qu'il a financées grâce à l'emprunt et à la subvention régionale. L'augmentation du montant par rapport à 2015 s'explique par le nombre important de stations construites en 2015.

Perception auprès des collectivités des annuités d'emprunt : 524 802 € (10 % des recettes réelles)

Certaines collectivités ont fait le choix d'étaler le financement de leurs stations, par le biais d'un emprunt contracté par le syndicat mixte en 2011. Elles lui remboursent donc annuellement les annuités correspondant à cet emprunt. Celles-ci sont en diminution d'année en année conformément au tableau d'amortissement de l'emprunt (amortissement dégressif).

Cotisations d'adhésion des nouvelles collectivités : 125 000 € (2 % des recettes réelles)

Tous les nouveaux adhérents à Autolib' Métropole versent une cotisation d'adhésion, proportionnelle au nombre de stations à installer sur leur territoire. Cette cotisation est révisée annuellement et il est proposé de la passer à 2 500 € par station (vs 2 000 € en 2015). Pour 2016, il est envisagé l'adhésion de nouvelles collectivités pour un total de 50 stations.

Frais de contrôle du délégataire : 307 500 € (6 % des recettes réelles)

La délégation de service public Autolib' prévoit le versement par la Société Autolib' de frais de contrôle, correspondant aux frais engagés par Autolib' Métropole pour le contrôle de la bonne exécution du contrat. Ceux-ci sont indexés sur l'augmentation des tarifs d'Autolib' et sont donc en hausse par rapport à 2015, les tarifs ayant augmenté en février 2016.

Compensation des mesures commerciales liées aux pics de pollution : 100 000 € (2 % des recettes réelles)

La Ville de Paris a proposé à Autolib' Métropole d'offrir 1 heure de location aux abonnés Autolib', lors de la survenance de pics de pollution. Le manque à gagner pour la Société Autolib' est compensé par la Ville de Paris à l'euro près, et transite par les comptes du Syndicat mixte.

Recettes de gestion courante : 96 000 € (2 % des recettes réelles)

Elles correspondent essentiellement à l'application des indicateurs de performance prévus au contrat de DSP permettant de calculer les Bonus/Malus éventuels qui peuvent entraîner le versement d'une pénalité par la Société Autolib' au syndicat mixte.

- **Les Recettes d'ordre (2 864 387 €) :**

Elles correspondent aux amortissements des subventions perçues auprès des collectivités pour la construction des stations (50 k€/60 k€ par station).

La hausse par rapport à 2015 (2,4 M€ en 2015) s'explique essentiellement par le nombre important de stations réalisées en 2015.

- **Le Report du résultat 2015 (4 659 605 €)**

Ensuite, concernant les dépenses de fonctionnement, elle indique :

- Les Dépenses de fonctionnement représentent 12 672 049 € et comprennent :

- **Les dépenses réelles de fonctionnement (4 330 497 €) :**

Versement aux collectivités des redevances d'occupation des stations 2 536 099 € (59 % des dépenses réelles)

Autolib' Métropole reverse aux collectivités membres, pour les stations qu'elles ont financées, la redevance d'occupation des stations perçue auprès du délégataire (750 €/place/an). Le montant prévu pour 2016 est en augmentation de 25 % par rapport à 2015. Cela s'explique par le nombre important de stations construites en 2015, qui ont généré des redevances, celles-ci étant reversées l'année n+1 aux collectivités conformément aux conventions de déploiement.

Remboursement des intérêts de l'emprunt : 532 530 € (12 % des dépenses réelles)

Autolib' Métropole rembourse chaque année l'emprunt contracté en 2011, ayant servi à densifier le maillage de stations. Les intérêts pour 2016 s'élèvent à 532 530 €, en baisse par rapport à 2015 conformément au tableau d'amortissement de l'emprunt (amortissement dégressif). Le remboursement du capital est porté en section d'investissement.

Compensation des mesures commerciales liées aux pics de pollution : 100 000 € (2 % des dépenses réelles)

La Ville de Paris a proposé à Autolib' Métropole d'offrir 1 heure de location aux abonnés Autolib', lors de la survenance de pics de pollution. Le manque à gagner pour la Société Autolib' est compensé par la Ville de Paris à l'euro près, et transite par les comptes du syndicat mixte. La présente dépense est donc intégralement compensée par une recette équivalente.

Charges de personnel : 631 000 € (15 % des dépenses réelles)

Dans le cadre de la rationalisation de la gestion courante du syndicat mixte, les charges de personnel poursuivent leur diminution engagée depuis 2014, avec un montant à nouveau en baisse pour 2016 par rapport à 2015.

Charges de gestion courante : 392 968 € (9 % des dépenses réelles)

Ce poste regroupe toutes les autres charges de gestion courante (hors loyer) : études, honoraires, fonctionnement courant, etc. La hausse du budget 2016 par rapport au réalisé 2015, s'explique par l'intégration du règlement de prestations intellectuelles commandées en 2015 (avocats, conseil juridique) mais non encore facturées.

Loyer : 137 900 € (3 % des dépenses réelles)

Dans le cadre de la rationalisation de la gestion courante du Syndicat mixte, les services d'Autolib' Métropole ont déménagé début 2016 dans des locaux plus fonctionnels et moins coûteux, générant une économie de loyer d'environ - 18 %.

- **Dépenses d'ordre (3 248 822 €) :**

Les dépenses d'ordre correspondent aux amortissements des subventions versées à la Société Autolib' pour la construction des stations (50 k€/60 k€ par station), et du matériel acquis en 2015 par le syndicat mixte pour son fonctionnement courant (informatique, licences).

La hausse par rapport à 2015 (2,8 M€ en 2015) s'explique essentiellement par le nombre important de stations réalisées en 2015.

- **Virement à la section d'investissement (5 092 729 €) :**

Avec la reprise du résultat 2015 reporté, la section de fonctionnement présente un excédent qui fait l'objet d'un virement à la section d'investissement.

Recettes d'investissement (21 408 823 €)

- **Recettes réelles d'investissement (6 511 784 €) :**

Les recettes d'investissement sont composées essentiellement des subventions perçues auprès des collectivités pour la construction des stations (6,5 M€ - 99 % des recettes réelles), auxquelles s'ajoutent des recettes diverses (FCTVA, remboursement de caution, etc.).

- **Recettes d'ordre (3 248 822 €) :**

Ces recettes d'ordre sont le pendant des dépenses d'ordre de fonctionnement, et correspondent aux amortissements des subventions versées à la Société Autolib' pour la construction des stations (50 k€/60 k€ par station), et du matériel acquis en 2015 par le syndicat mixte pour son fonctionnement courant (informatique, licences).

- **Report du résultat 2015 (6 555 488 €)**

- **Virement depuis la section de fonctionnement (5 092 729 €)**

Dépenses d'investissement (16 519 387 €)

o Dépenses réelles d'investissement (13 655 000 €) :

Les dépenses d'investissement concernent principalement les subventions versées à la Société Autolib' pour la construction des stations (11,8 M€ - 86 % des dépenses réelles, dont 4,02 M€ de restes à réaliser 2015).

Les autres dépenses relèvent du remboursement du capital de l'emprunt pour un montant de (1,8 M€ - 13 % des dépenses réelles).

D'autres dépenses d'investissement sont également inscrites au budget en vue d'acquisitions de nouveaux matériels, logiciels, données cartographiques et cautions, pour un montant prévisionnel de 45 000 euros (< 1 % des dépenses réelles).

Les dépenses réelles sont supérieures aux recettes réelles : cela s'explique par le fait que les subventions des stations réalisées en fin d'année 2015 ont été perçues fin 2015 auprès des collectivités, mais n'ont pas encore été versées à la Société Autolib' et font donc l'objet d'une inscription au budget 2016.

o Dépenses d'ordre (2 864 387 €) :

Ces dépenses d'ordre sont le pendant des recettes d'ordre de fonctionnement, et correspondent aux amortissements des subventions perçues auprès des collectivités pour la construction des stations (50 k€/60 k€ par station).

La directrice explique que la section de fonctionnement est largement excédentaire grâce au report du résultat de fonctionnement 2015, et fait l'objet d'un virement à la section d'investissement qui la rend donc équilibrée.

La section d'investissement, est quant à elle en suréquilibre, comme lors des budgets précédents, grâce à l'action cumulée du report 2015 et du virement depuis la section de fonctionnement.

Elle Ce suréquilibre va peu à peu diminuer, comme constaté dans le cadre des orientations budgétaires, pour couvrir au fur et à mesure des années suivantes les charges relatives à la réalisation des stations et à leur amortissement.

La présidente salue le travail de l'équipe. Elle indique que la surface beaucoup plus petite des nouveaux locaux, ainsi que le télétravail ont permis de réduire les frais de structure. Elle ajoute que le télétravail contribue à une meilleure qualité de vie des agents, et que c'est un autre mode de management qui nécessite plus de travail pour la directrice dans la mesure où les agents ne sont pas sur site.

M. AARSSE (EPT Vallée Sud Grand Paris) ne comprend pas bien l'équilibre par rapport au pic de pollution qui, dit-il, est une opération blanche. Il demande qui a payé l'an dernier les 500 000 euros. Il ajoute que, dans la mesure où il est budgété 100 000 euros pour 2016 qui paiera cette somme et, si ce montant est dépassé, comment cela va-t-il se ventiler.

La présidente rappelle que lorsqu'il y a un pic de pollution, il y a plusieurs dispositifs et celui qui coûte, c'est la circulation alternée. Elle indique que, l'an dernier, il a été mis en place avec la société Autolib', la manière de calculer le coût et la prise en charge. Elle précise que lorsqu'il est dit que c'est une opération blanche, c'est que Paris paie et la société Autolib' se fait payer. Dans l'équilibre général, il a été décidé que lorsqu'il y a des pics de pollutions et que des dispositifs sont annoncés par la Ville de Paris, on compare le taux d'usage de la même semaine de l'année antérieure ou du mois précédent sachant qu'en dessous d'une variation de x, la société Autolib' estime que c'est correct et que c'est elle qui en supporte le coût. La ville de Paris ne contribuait que si le différentiel faisait que la société Autolib' estimait être très perdante, d'où la compensation. Elle indique que c'est différent sur la circulation alternée, c'est pourquoi, nous avons mis en place des dispositifs financiers et c'est Paris qui en supporte le coût.

Mme Florence de PAMPELONE (EPT Grand Paris Seine Ouest) indique, au sujet des pics de pollution, que ce qui la fâche, c'est que l'on dépense beaucoup d'argent pour prendre des mesures qui arrivent toujours trop tard.

Elle explique que lorsque le pic est annoncé, et surtout, le temps que tout le monde se mette d'accord, la circulation alternée arrive 3 ou 4 jours après et, entre temps, on a perdu de l'argent.

La présidente répond que l'on n'a pas perdu d'argent mais de la santé. Elle explique qu'aujourd'hui, lorsque la circulation alternée est mise en œuvre sur décision de l'Etat, Paris, dit-elle, a décidé de déclencher le mécanisme Autolib' et, c'est pour cela que le coût lui incombe. Elle indique qu'elle reconnaît, comme beaucoup d'autres, le décalage entre l'annonce du pic et la mise en œuvre du mécanisme mais que c'est une décision de l'Etat. Elle conclut en demandant à l'élu de la région si des mesures sont envisagées puisque maintenant la région peut prendre la décision sans attendre l'Etat.

M. Yann WEHLING (Région Ile-de-France) indique qu'à ce stade, il n'y a pas de décision à la Région mais que le souhait est d'améliorer largement la concertation entre tous les acteurs qui ont partie prenante sur toutes ces questions, avec une volonté d'accélérer le mécanisme et de mieux anticiper. Cependant, dit-il, aujourd'hui, il y a encore beaucoup de confusions sur : qui décide quoi.

La présidente répond que la vraie question des élus, c'est qu'ils voudraient décider.

M. Jean-Louis TESTUD (EPT Paris Ouest La Défense) rappelle que Paris a vu, ces dernières années, son parc automobile diminuer en raison de son maillage de transports en commun remarquable qui, dit-il, a été renforcé par la Région qui a fait le tramway sur les maréchaux. Pendant ce temps là, explique-t-il, les villes de banlieue étaient en difficulté en raison de leur très mauvais service de transport public. Il ajoute que le parc automobile de ces villes a augmenté et lorsqu'il y a la circulation alternée lors des pics de pollution, les administrés sont pénalisés. C'est pourquoi, il estime qu'il faut que la Région « mette le paquet » au niveau du maillage et des transports des villes de banlieue qui ont été défavorisées pendant ces 18 ans d'une manière assez scandaleuse.

La présidente ne suggère pas qu'il y ait une discussion sur l'action régionale mais comme, dit-elle, les propos tenus sont extrêmement nuancés, elle se permet de les contredire. Elle indique que la diminution du parc automobile à Paris est une bonne chose, que son réseau de transports en commun a toujours été exceptionnel et qu'il l'est davantage, essentiellement en raison du tramway. Tramway, dit-elle, qui a vocation à être circulaire et qu'une personne sur deux qui le prend n'est pas parisienne. Elle précise que sur les milliards investis par la Région au niveau des transports, l'essentiel a été dépensé pour les transports en dehors de Paris. Elle explique qu'il y avait un réseau préexistant, et que le tramway a été pris en charge pour une grande partie par la ville de Paris, par l'Etat de manière conséquente pour la première tranche du tramway uniquement, et par la Région. C'est pourquoi, ajoute-t-elle, le financement de la Région pour les transports a été fortement concentré sur les autres territoires et insiste-t-elle, à juste titre. C'est d'ailleurs pour cela, que le réseau du Grand Paris a vocation à dépasser encore une étape et elle ajoute que les 8 lignes de tramway ouvertes ne sont pas dans Paris. Elle précise que la question des transports a toujours été assez consensuelle à la Région pour ces investissements très lourds et elle pense que comme bon nombre partage cette analyse cela se poursuivra.

Elle indique que le volume du parc automobile en dehors de Paris n'a pas augmenté mais qu'il a stagné.

Elle conclut en disant qu'elle est d'accord sur l'analyse du délégué mais pas d'accord sur son résumé quel estime être un peu caricatural et c'est pour cela qu'elle s'est permis de le sous-titrer.

La présidente demande ensuite aux membres s'il y avait d'autres interventions. Aucune observation n'étant formulée, elle demande aux membres de passer au vote.

Le Comité syndical, après en avoir délibéré, à l'unanimité,

APPROUVE le budget primitif de fonctionnement du Syndicat pour l'exercice 2016 arrêté comme suit :

- Dépenses : 12 672 048,70 euros
- Recettes : 12 672 048,70 euros

Les dépenses et les recettes sont réparties conformément aux états annexés et présentés par chapitre.

APPROUVE le budget primitif d'investissement du Syndicat pour l'exercice 2016 arrêté comme suit :

- Dépenses : 16 519 386,51 euros
- Recettes : 21 408 822,88 euros

Les dépenses et les recettes sont réparties conformément aux états annexés et présentés par chapitre.

DÉCIDE que la Présidente est autorisée à procéder, à l'intérieur d'un même chapitre, aux virements de crédits rendus nécessaires par l'insuffisance de certaines dotations constatées au cours de l'exécution du budget ; **DÉCIDE** que la contribution obligatoire des membres telle que prévue à l'article 15 des statuts est fixée à 2 500 euros par station ou équivalent-station pour les collectivités adhérant à Autolib' Métropole à compter du 1er avril 2016.

2-5 Admission de nouveaux membres (délibérations : 2016 10 Argenteuil ; 2016 11 Bezons ; 2016 12 Bry-sur-Marne)

La présidente explique que comme la Communauté d'agglomération Argenteuil-Bezons a été dissoute au 31 décembre 2015, les deux villes doivent adhérer au Syndicat.

M. GIBERT (Bezons) tient à préciser qu'il y a eu continuité de ce service public.

La présidente souhaite ensuite la bienvenue à Bry-sur-Marne.

M. ANTONIO (Bry-sur-Marne), délégué suppléant, indique qu'il a pris connaissance au cours de cette séance du budget ainsi que des données budgétaires. Il ajoute qu'ils continueront leur démarche dans l'étude avec optimisme.

La présidente demande ensuite aux membres de passer au vote.

*Le Comité syndical, après en avoir délibéré, **APPROUVE** à l'unanimité, l'admission des 3 communes, et fixe la contribution obligatoire de la commune de Bry-sur-Marne à 2000 euros par station, et des communes d'Argenteuil et de Bezons à 0 euros.*

2.6 Convention relative à la transmission électronique des actes administratifs et budgétaires au représentant de l'État (délibération 2016 13)

La présidente indique que dans le cadre de la gestion de la structure cette délibération leur est soumise. Elle donne la parole à Mme HACHÉ.

Mme HACHÉ (directrice du Syndicat) indique aux membres que la dématérialisation est entrée dans les mœurs puisqu'aujourd'hui, les convocations ainsi que les projets de délibérations leur sont transmis, par voie dématérialisée, il en sera de même pour les délibérations transmises au contrôle de légalité. Elle ajoute, que cette mesure permettra d'éviter les déplacements en préfecture après chaque Comité.

Elle termine en indiquant que l'Etat s'est engagé dans un projet dénommé ACTES, qui pose les principes de la dématérialisation de la transmission des actes soumis au contrôle de légalité et que l'opérateur de télétransmission homologué par le Ministère de l'Intérieur qui leur est proposé est DOCAPOST FAST anciennement appelé CDC-FAST.

Le Comité syndical, après en avoir délibéré, APPROUVE et AUTORISE, à l'unanimité, la présidente à signer la convention relative à la transmission électronique des actes soumis au contrôle de légalité et/ou au contrôle budgétaire au représentant de l'Etat ; DONNE son accord pour le dispositif DOCAPOST FAST homologué par le Ministère de l'Intérieur ; AUTORISE la présidente à signer et à régler l'adhésion au service DOCAPOST FAST ; AUTORISE la présidente à signer tout document nécessaire pour la télétransmission des actes soumis au contrôle de légalité et à désigner la ou les responsables de la télétransmission.

2.7 Convention de coopération entre le Syndicat Mixte Autolib' Métropole et le Syndicat Mixte d'Études Vélib' Métropole (délibération 2016 14)

La présidente informe les membres que cette convention a été évoquée lors du précédent Comité et en bureau et donne la parole à Mme HACHÉ.

Mme HACHÉ (directrice du Syndicat) indique que le contrat du service de vélos en libre-service (VLS) Vélib' de la Ville de Paris arrivera à échéance en février 2017. Elle ajoute que le fonctionnement du Syndicat Mixte d'Études Vélib', créé le 29 février 2016, doit être assuré dans des délais très contraints, compte tenu de la fin du contrat actuel d'exploitation du service et, dans des conditions assurant une gestion économique optimale. C'est pourquoi, dit-elle, les deux Syndicats se sont rapprochés pour réfléchir à leur collaboration et à la mise en place d'un accompagnement par Autolib' Métropole. Elle ajoute que la convention qui leur ait proposé précise une tarification au temps réel et si le temps passé est supérieur, il sera refacturé au Syndicat Vélib'. Elle explique que le principe est de réaliser des prestations pour le futur Syndicat d'études Vélib', concernant le suivi, l'organisation administrative et financière, auxquels s'ajoute son expertise sur la base d'une demi journée par semaine, à ce stade.

La présidente estime qu'il est intéressant qu'il y ait cette synergie entre les deux Syndicats, et qu'il y a un réel savoir faire de la Directrice d'Autolib' et de son équipe qui est reconnu. Cependant, elle ne voulait pas que le Syndicat Autolib' en soit fragilisé et c'est pour cela qu'elle a souhaité que la facturation soit établie de manière précise et que la convention puisse être modifiée en fonction du temps passé.

Le Comité syndical, après en avoir délibéré, APPROUVE à l'unanimité, la convention de coopération entre le Syndicat Mixte Autolib' Métropole et le Syndicat Mixte d'Études Vélib' Métropole annexée ; AUTORISE, la Présidente à mettre au point et à signer la convention de coopération ainsi que tous les documents s'y rapportant.

3 - Points divers

La présidente demande aux membres s'il y a des questions qu'ils souhaiteraient aborder.

M. TESTUD (EPT Paris Ouest La Défense) souhaite savoir quand aura lieu la prochaine campagne publicitaire de la société Autolib' sur Autolib'.

La présidente répond que la question sera posée à M. Alix (Sté Autolib'). Elle ajoute qu'il y en a déjà un certain nombre dans le journal Direct Matin.

M. GIBERT (Bezons) indique que dans le document qui leur a été transmis avec toutes les annexes et qui comporte 293 pages, il souhaiterait, pour que cela soit plus pratique, et permette une lecture plus facile que chaque document avec son annexe soit séparé comme lors des précédents Comités.

La présidente est tout à fait favorable et indique que cela sera fait.

Un délégué informe les membres qu'il a croisé un jeune parisien qui lui a dit que dans son quartier rue Polonceau, dans le 18^{ème} arrondissement, la station Autolib' était en panne depuis 1 an.

La présidente indique que ces remarques sont très utiles. Elle répond qu'une station rouge pendant 1 an ne devrait pas exister mais qu'elle va se renseigner et lui fera un retour.

M. MORDEFROID (Verrières-le-Buisson) revient sur la publicité en indiquant qu'elle peut être faite dans le journal local des villes.

M. AARSSE (EPT Vallée Sud Grand Paris) demande au vu de la carte et du déploiement des nouvelles stations et des nouvelles zones quand est-ce que l'aéroport d'Orly qui est maintenant une zone proche de tout le monde pourra intégrer des stations ou bien, dit-il, y-a-t-il un problème.

La présidente indique qu'elle aimerait bien trouver un moyen pour que cela puisse se faire mais indique que les taxis posent un problème.

Mme GAILLABAUD (La Garenne-Colombes) indique que sa ville a décidé de faire un article sur Autolib' et que cela incite les habitants à s'investir de plus en plus dans ce système et elle demande aux autres villes d'en faire de même sur leurs bulletins municipaux. Elle aborde ensuite le sujet de la bulle et remercie à ce titre M. Swiderek qui leur a fait parvenir un devis pour le changement de la bulle existante. Cependant, dit-elle, le Maire estime que ce devis d'un montant de 15 000 euros est très élevé et elle espère qu'il y a encore des marges de manœuvre pour négocier.

La présidente fait un rappel sur l'historique des grandes bulles et indique qu'il est maintenant possible d'en installer des plus petites. Elle précise que, la société Autolib' qui n'était pas favorable à la modification des bulles, a accepté le modèle mais en revanche ne veut pas s'en occuper. La présidente répond qu'elle va essayer, en objectivant et avec des arguments qui se tiennent de négocier.

Un délégué informe les membres qu'il a vu à Boulogne-Billancourt un flyer sur lequel était indiqué : adhérer à Autolib'. Il demande qui a eu cette initiative.

M. MOUGIN (EPT GPSO) indique qu'il n'est pas au courant de ce flyer mais qu'il va se renseigner.

L'ordre du jour étant épuisé, la Présidente lève la séance à 12 heures.

La Secrétaire,



Florence de PAMPÉLONE



La Présidente,



Marie-Pierre de la Gontrie